

DÉCEMBRE 2009 • N°41

axiales

LA SOLIDARITÉ EN ACTIONS



ZOOM

Le CLIC Haut Entre-Deux-Mers
un partenariat avec la MDPH pour l'accueil des handicapés
[P.2]

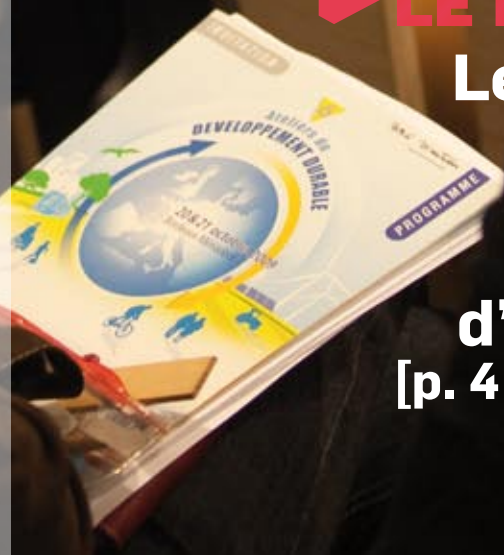


PORTRAIT

Gisèle Thomès
Directrice de la Maison Départementale des Personnes Handicapées
[P.8]

► LE POINT SUR

Le développement durable participatif : un nouveau mode d'action sociale
[p. 4 à 6]



ÉDITO

Alors que le Conseil Général vient d'être récompensé par l'attribution, pour la deuxième fois, des « Rubans du développement durable » pour son précédent Agenda 21 et alors qu'il prépare le prochain, nous pouvons constater que les acteurs du secteur médico-social s'investissent de plus en plus dans les démarches de développement durable.

Nous en rendons compte modestement dans ce numéro d'Axiales, relatant quelques expériences, notamment de prise en compte des aspirations des usagers.

Cette mutation des pratiques et des approches se développe dans un contexte extrêmement difficile pour les acteurs sociaux puisqu'ils sont à la fois frappés par la crise, son cortège de difficultés pour les plus exposés et par la raréfaction des ressources.

Les préoccupations budgétaires sont particulièrement sensibles pour les collectivités locales, notamment pour le Conseil Général, puisqu'elles sont doublement atteintes : par la baisse des produits fiscaux, du fait de l'effondrement du marché immobilier et par des décisions nationales surprenantes, comme la suppression de la taxe professionnelle ou les projets déstabilisant notre architecture territoriale et retirant aux collectivités locales une grande part de leur autonomie financière.

Il apparaît d'ores et déjà que le budget 2010 du Conseil Général, dont le vote est retardé, sera un budget très tendu ; ce qui ne sera pas sans conséquences sur les partenariats qu'il s'attachera à maintenir au meilleur niveau.



SOCIAL

SANTÉ

INSERTION

ENFANCE

PERSONNES AGÉES ET HANDICAPÉES

Axiales est une publication du Conseil Général de la Gironde
• Directeur de la publication : **P. MADRELLE** • Directeur délégué à la publication : **J. L. GRELLIER** • Direction de la communication
• Réalisation : abc communication • Rédaction : Sophie Reynaud • Crédit photos : Photothèque Conseil Général, Aurélien Marquot, Phovoir.com • Tirage : 13 000 exemplaires • Esplanade Charles de Gaulle - 33074 Bordeaux • Tél. : 05 56 99 33 33
• Site internet : www.gironde.fr
Ce magazine est imprimé sur papier recyclé par un imprimeur certifié ISO 14001.

ZOOM



► Le CLIC Haut Entre-Deux-Mers : un partenariat avec la MDPH pour l'accueil des handicapés

Le CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination) de La Réole, dont la mission fondatrice est dédiée aux personnes âgées, a signé en juin 2009 une convention avec le Conseil Général et la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) : depuis la mi-novembre, ce partenariat encore inédit dans une structure territoriale prévoit un accueil spécialisé en faveur des handicapés – de tout âge – et leurs familles.

Un travailleur social mobilisé sur ce poste reçoit, informe, oriente et facilite les démarches des demandeurs.

Son rôle est également d'aider la personne handicapée à formuler sa demande à partir de son projet de vie.

Un des objectifs de Solidarité 2010 est d'étendre ce dispositif d'écoute et d'accompagnement spécifique à d'autres CLIC. ■

Contact

CLIC (au sein du Centre hospitalier de la Réole)
place Saint Michel
33192 LA REOLE
05 56 61 53 10



► Les Journées de l'Internat 2009

Promesses utopiques pour des enfants en besoin de protection ? Fruit d'un projet politique ?

La session annuelle des Journées de l'Internat, dernier volet d'un cycle de trois ans, s'est déroulée les 26 et 27 novembre 2009 au Théâtre des 4 saisons à Gradignan.

En 2007, " *Educ' d'internat, un métier pour demain ?* " questionnait le quotidien des éducateurs sous un angle historique, sociologique, psychologique.

En 2008, " *De l'impossible à éduquer à une éducation possible* " développait ces aspects et centrait la réflexion sur la formation et les pratiques professionnelles.

Les rencontres 2009, animées par Francis BATIFOULIER, ont approfondi cette réflexion à travers 3 temps forts :

- **une conférence** : « *L'internat, lieu possible/impossible d'apprentissage de la démocratie et de la citoyenneté ?* » avec l'approche sociologique et pédagogique de Sébastien Pesce, Docteur en Sciences de l'Education, Enseignant à l'Université de Tours et l'approche philosophique de Blandine Kriegel, Philosophe, Professeur émérite des Universités.

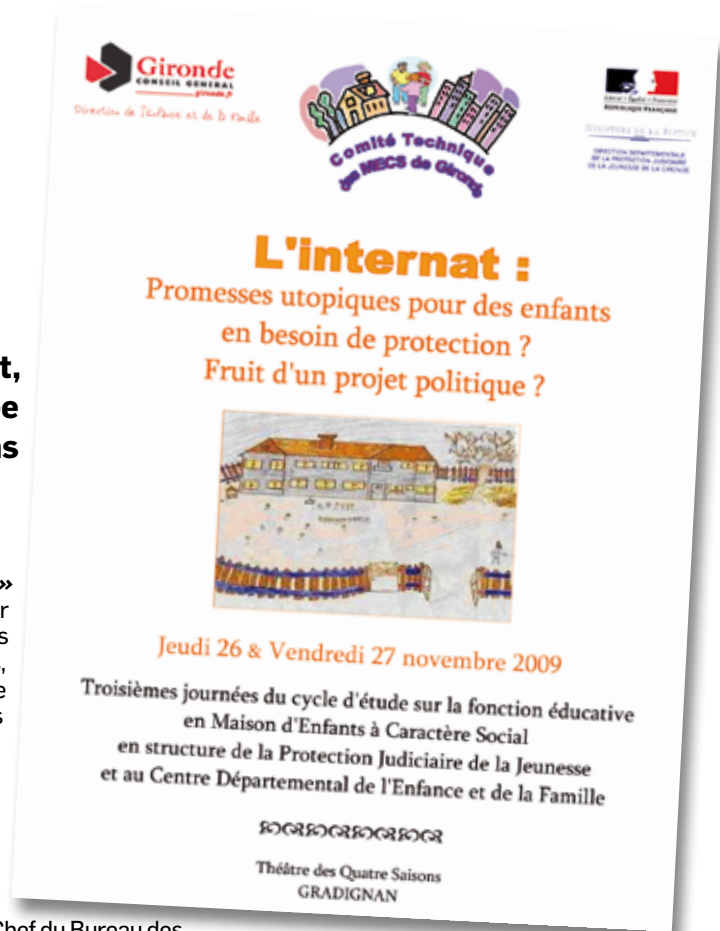


- **deux tables rondes** :

« *L'internat pourquoi ?* » permettant de confronter les points de vue de tous les acteurs: un Juge des enfants, M. Bidart, ancien Président de l'Association des Magistrats de la Jeunesse, M. Rapinat, conseiller au Cabinet de la Secrétaire d'Etat chargée de la Famille et de la solidarité, un Directeur de MECS, M. Cervera, Président du Réseau national des communautés éducatives et le Chef du Bureau des Méthodes et de l'Action Éducative à la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), M. Vincent HUBAULT.

« *Perspectives pour l'internat éducatif* », avec Hervé Gillé, Conseiller Général du Canton de Podensac, Jean-Jacques Paris, Vice-président « Infrastructures et Sécurité Routière », Conseiller Général du Canton de Bègles, Yves de Ponton d'Amécourt, Conseiller Général du Canton de Sauverette-de-Guyenne et Yves Vandenberghe, Directeur Départemental de la PJJ.

Le thème " *Rêves d'internat* " a déterminé le contenu des ateliers.



Echanges, témoignages, animations scéniques des Bataclowns et du Théâtre du Fil avec des scènes écrites par des enfants de MECS en lien avec les éducateurs et jouées par la troupe (l'art dans la lutte contre les exclusions, expérience théâtrale partagée comme moyen de resocialisation et d'implication citoyenne), interventions graphiques du dessinateur Chapu ont rythmé les deux journées, en une formule qui a fait ses preuves.

Pour faire fructifier les bénéfices de ce cycle de trois ans, des regroupements inter-institutions et des temps de formation continue se mettront en place sur des thèmes partagés à intervalle annuel ou bi-annuel.

Le CCAS et la MDSI de Cenon s'engagent ensemble contre l'exclusion

Le 27 novembre 2009, la commission permanente du Conseil Général a entériné le protocole triangulaire entre l'institution départementale, le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) et la MDSI (Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion) de Cenon.

Objectif de ce partenariat : mettre en œuvre des actions concertées de développement social.

Le CCAS prend en charge le public isolé et les couples sans enfant, la MDSI accueille les adultes seuls et les couples avec enfants.

Les champs d'action professionnelle sont désormais mieux répartis, notamment autour du " panier des 4 saisons ", l'Épicerie sociale portée par le CCAS mais co-animée par le personnel de la MDSI.

Les articulations et passerelles sont facilitées dans le domaine du logement social, de la prévention des expulsions, de la lutte contre la précarité.

En matière d'action en faveur de l'enfance et de la jeunesse, pour le maintien à domicile des personnes âgées comme pour le traitement de l'urgence, la MDSI et le CCAS coordonnent également leurs interventions.

Cette convention officialise le partage des publics et le travail de collaboration effectué depuis des années par les deux structures de proximité.



Le développement durable participatif : un nouveau mode d'action sociale

Le bouleversement économique que nous connaissons nécessite de prendre des mesures préventives et réactives, en priorité pour les plus démunis.

Face à la paupérisation et à la précarité grandissantes, une évolution radicale et un effort collectif s'imposent.

Le développement durable, un levier pour sortir de la crise ?

Citoyens, entreprises, pouvoirs public : tous doivent se concerter et s'engager dans un projet de société qui puisse servir l'intérêt commun.

Les populations fragiles, elles aussi, peuvent devenir actrices de ce changement.

Les ateliers du développement durable : le volet social de l'Agenda 21 a exploré et exposé plusieurs domaines d'intervention

Les 20 et 21 octobre 2009, la 6^e édition des Ateliers du développement durable* s'est déroulée au Conseil Général de la Gironde autour de 4 grands thèmes : accroissement de la précarité, essoufflement du modèle économique, agriculture et crise alimentaire, dysfonctionnement urbain.

Les professionnels de l'action sociale ont trouvé réponses et matière à échanges à partir de questions qui irriguent leur pratique quotidienne : lutter contre la fracture sociale, énergétique en particulier / quelles actions innovantes au-delà du traitement de l'urgence sociale ? / comment mieux intégrer le développement durable dans l'action sociale ? / les moyens d'anticiper et de limiter les impacts de la crise pour les populations les plus fragiles.

A l'écoute des complexités de la société actuelle, les collectivités, les entreprises, les associations, les acteurs économiques et sociaux ont partagé idées, inspirations, méthodes et retours d'expériences.

Mieux construire le XXI^e siècle, en considérant cette crise comme une occasion de modifier les comportements, tel a été le fil rouge des conférences et tables rondes de ce colloque.

Les dirigeants de l'institution départementale ont rappelé que le développement durable se déploie bien au-delà de l'environnement : il touche aussi toute la politique sociale à travers le logement, les transports, la gestion énergétique, la santé, l'économie solidaire.

Des pistes concrètes, des solutions, des propositions innovantes

Certains acteurs qui agissent sur le terrain avec une longueur d'avance ont présenté leurs initiatives.

Entre autres modèles de développement social durable, l'association Voiture & Co pratique une idée alternative de la mobilité, une autre façon de penser et d'organiser les transports pour faciliter l'insertion des personnes isolées.

Le projet Reconnect, quant à lui, lutte contre l'exclusion en utilisant la téléphonie comme outil de reconstruction et d'intégration des personnes socialement dépendantes ou en situation précaire.

Le développement durable et le développement social sont étroitement imbriqués, synonymes de relation, processus de progrès, vision globale, interactions pour le mieux-être collectif.

Sa dimension prospective et de long terme s'appuie sur des pratiques centrées sur la personne.

Autre pragmatisme désormais irréfutable : la volonté de concertation, le dialogue participatif et l'engagement responsable de toutes les parties concernées sont les clés d'une nouvelle solidarité.

Ces 2 journées au programme riche de 16 conférences et ateliers ont proposé des thématiques telles que logement social durable, urbanisme durable, économie sociale et solidaire... Plus de 500 participants et une quarantaine d'intervenants se sont impliqués dans une démarche de remise en cause professionnelle, en lien avec les orientations sociales et les priorités du Conseil Général. ■

* Retrouvez l'éditorial du président Madrelle sur www.ateliers-developpementdurable.com



► Trois questions à Hervé Gillé

Hervé Gillé est président de la Commission "Emploi Insertion", élu référent à l'Agenda 21 du Conseil Général de la Gironde.

Que signifie développement durable dans le travail social ?

En premier lieu, nous devons nous-mêmes être exemplaires dans notre fonctionnement professionnel et personnel. Appliquer de réelles pratiques de consommation énergétique, de diffusion de l'information, d'analyse et de réflexion. Le changement passe par chacun de nous.

Le changement passe par chacun de nous.

Au plan collectif, en quoi l'action sociale durable est-elle nouvelle ?

Cette approche permet de réinventer le travail social, de se refixer des objectifs, qui concernent la participation et la revalorisation de la personne.

Et qui permettent de renforcer le lien entre travailleurs sociaux et bénéficiaires.

Quel est l'axe principal de cette démarche ?

L'humain. Il s'agit de replacer le sujet au cœur de toutes nos préoccupations. Et que les bénéficiaires soient auteurs de leur devenir. ■

CREDOC : opinions et aspirations des bénéficiaires des minima sociaux en Gironde

Une étude du Credoc (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie) effectuée en 2008 a permis de connaître l'avis des populations bénéficiaires du RMI en Gironde, et leur opinion sur la politique d'insertion du Conseil Général.

D'où il ressort que 5 types d'allocataires sont concernés : les jeunes, les travailleurs licenciés pour cause économique, les publics instables, les personnes en rupture familiale (souvent des femmes), et celles dont la santé freine leur insertion professionnelle.

Sur 800 bénéficiaires interrogés en Gironde, les 3/4 d'entre eux s'estiment satisfaits de la personne référente qui accompagne leur parcours d'insertion.

La plupart connaissent leurs droits et obligations, montrant une forte motivation pour leur retour à l'emploi, en particulier les travailleurs modestes bien inscrits dans le système.

Ceux qui sont passés au RSA aimeraient une aide supplémentaire comprise entre 100€ et 200€ par mois, traduisant une demande réaliste, celle d'un public soucieux de retrouver son autonomie.

Cette étude est un outil précieux pour les travailleurs sociaux, permettant de (re)cibler les besoins par territoire et par profil de cas.

Elle permet aux politiques de réajuster et d'intensifier leur action. ■

L'étude est consultable au service documentation DGAS ou documentation générale.

Trouver sa place au centre du projet collectif, c'est déjà ne plus subir la crise

Le développement durable et son intégration dans l'action sociale incite à évoluer vers un système participatif, plus responsable, plus humain, plus équitable.

Le Centre social d'Ambarès-et-Lagrave et la MDSI de Bordeaux Centre sont passés à l'action.

A Ambarès-et-Lagrave, les habitants prennent part au pilotage du projet de l'Eco-quartier des Erables

Dans le cadre des Programme locaux de citoyenneté, la consultation et la participation des usagers permet d'engager des changements construits par, pour et avec les habitants.

A Ambarès-et-Lagrave, concertation et vision sur le long terme sont les maîtres mots du projet-phare de la ville : l'élaboration de l'Eco-quartier des Erables. Porté par le Centre social, le Conseil des habitants organise la parole du

quartier et des riverains impactés par la réhabilitation d'un îlot de 80 logements sociaux.

Au même titre que la Ville, la CUB et le bailleur Logevie, les citoyens participent à toutes les décisions et sont force de proposition.

Au programme, non seulement le réaménagement de la cité des Erables mais aussi la création de jardins partagés, jardins familiaux, et verger pédagogique attendant à la future école.

Le Comptoir des Echanges est d'ores et déjà un espace de rencontres et d'échanges géré et animé par les habitants eux-mêmes dans un local de la cité ouvert à tous.

Rendre les habitants acteurs de leur quartier, renforcer la coopération entre la Ville et les associations, mettre les citoyens au cœur de l'action publique, développer le lien social et culturel (facteur d'intégration), accompagner les familles dans le changement : tous ces objectifs relèvent de l'action sociale durable, une nouvelle façon de construire ensemble un avenir meilleur. ■

Contact

Centre social La Passerelle
2, place Maréchal Leclerc
33340 Ambarès- et -Lagrave
Tel. 05 56 77 62 64

La MDSI de Bordeaux Centre initie une consultation publique

L'équipe de cette Maison de la Solidarité et de l'Insertion a décidé d'enclencher une démarche participative de développement social après avoir mené une réflexion sur son propre rôle : comment construire des actions collectives d'insertion le plus en adéquation avec les attentes du public ?

Pour appliquer une politique de citoyenneté efficace et pertinente, les travailleurs

sociaux ont donc eu la volonté préalable de connaître en détails les demandes et propositions des habitants. Enquête, questionnaire public, entretiens individuels : la forme de cette consultation est en cours d'élaboration depuis le 1^{er} décembre 2009, menée grâce à un partenariat avec l'université de sociologie. Les résultats, à diffuser en juin 2010, constitueront un panorama précis qui

impliquera en réponse de nouveaux choix d'action sociale. Et, dans cette logique de proximité, la mobilisation des usagers pour leur réalisation.. ■

Contact

MDSI Bordeaux Centre
14 rue Poitevin - 33000 Bordeaux
Tel. 05 56 44 27 83

Paroles d'ex-RMIstes

Ils ont connu le parcours du combattant pendant des années mais n'ont jamais renoncé à (re)trouver un emploi.

Deux exemples à l'opposé, l'un en dernière partie de vie professionnelle, l'autre au début.

Avec un dénominateur commun : le refus de la passivité.



Jean-Claude Milor, 58 ans, a fondé son entreprise d'agencement de magasins, après avoir touché le RMI de 2001 à 2008.

" Je m'en suis sorti parce que j'ai créé mon propre outil de travail " confie ce quinquagénaire qui reconnaît " avoir bu le bouillon " pendant des années.

Après une carrière de responsable administratif et comptable d'une société de travaux publics, il subit le chômage une première fois en 1977 quand l'entreprise fait faillite.

Il se réoriente, devient gérant d'un gros magasin spécialisé dans la pêche à Angoulême puis propriétaire de sa propre enseigne dans le Cher.

Avec une baisse de clientèle et un chiffre d'affaires qui chute, les banques ne le suivent plus. Malgré tous ses efforts, son affaire doit être mise en liquidation. Sur la paille, à 50 ans il se voit obligé

de retrouver vivre chez ses parents avec 360€ de RMI par mois.

Au bout de 5 années difficiles, Jean-Claude décide de s'installer à Bordeaux " pour se rapprocher d'un bassin d'emploi ". Il trouve des missions ponctuelles dans l'agencement de magasins, au montage de gondoles et de rack à palettes.

Toujours dans ce domaine, en 2008 il croise sur sa route un patron démotivé, constat qui renforce sa propre volonté. " Il y avait une clientèle à récupérer et à développer, je sentais un potentiel, des pré-commandes risquaient d'être perdues, je me suis lancé ! "

Commence alors un véritable combat : montage de dossiers, demande d'aides financières, rendez-vous qui s'avèrent une perte de temps et d'énergie...

La personne référente du Pôle Emploi de Lormont qui accompagne son Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi lui fournit conseils et contacts mais ne peut accélérer aucune décision.

Jean-Claude décide de prendre son destin en main, démarre sur ses propres fonds pour acheter du matériel, se fait avancer une petite somme par un ami...

" J'ai trouvé très difficile d'affronter la complexité et la lenteur de cette création d'entreprise, mais j'y suis arrivé ! Aquitaine Agencement de Magasins existe depuis juillet 2009, je commence à en vivre et à pouvoir proposer des contrats de chantier à des assistants ponctuels. Mais j'ai dû compter sur mes propres ressources : à mon âge, vu le contexte économique, c'était la seule solution. " ■



A 27 ans, Frank Briet vient de décrocher son premier poste de salarié grâce à l'équipe de travailleurs sociaux d'Accès à l'Emploi de Bordeaux.

" Après des années de recherche, j'ai enfin un vrai travail mais ma situation est encore précaire ", commente le jeune homme embauché depuis mai 2009 pour un CDD d'un an dans une grosse société de transports.

Offres d'emploi inadaptées à son profil de manutentionnaire ou de vendeur, propositions diverses qu'il ne peut accepter faute de mobilité (il est isolé, sans permis de conduire), Frank désespère et finit par se retrouver au RMI à 25 ans, après avoir cumulé sept ans d'impasses professionnelles.

" Le dispositif Accès à l'Emploi a été décisif pour moi : j'ai été accompagné, encadré et suivi pendant plusieurs mois, y compris depuis mon embauche. C'est grâce à ma référente que j'ai obtenu mon poste d'agent de tri et préparateur de commandes. J'ai alors pu déménager pour me rapprocher de mon lieu de travail. "

Néanmoins, il ne crie pas victoire pour autant : le renouvellement de son contrat dépend directement des futures commandes de son employeur.

" Mais je veux rester dans cette entreprise, et je serai prêt à me battre pour obtenir un autre poste si celui-ci est supprimé ", anticipe Frank avec toute la volonté dont il se sait capable... ■

> Repères

► Les Parcours de Découvertes Culturelles (PDC)

**Belle aventure pour les bénéficiaires, les travailleurs sociaux, les artistes impliqués !
Un modèle présenté aux acteurs sociaux et culturels espagnols.**

Le bilan très positif des PDC pour la saison 2008-2009 traduit la dynamique qui a touché tous les participants, usagers et professionnels confondus.

Le dispositif d'accompagnement culturel des personnes isolées et des familles en précarité a été appliqué par 8 MDSI (Blaye-Saint-André de Cubzac, Pauillac, Saint-Loubès, Cenon, Bordeaux Saint-Augustin, Créon, Cadillac) pour 252 bénéficiaires.

Spectacles, découvertes côté coulisses, rencontres avec des auteurs, ateliers de pratiques artistiques, organisation des représentations théâtrales par les spectateurs bénéficiaires...

Le public a été encadré par 31 travailleurs sociaux et par les comédiens de la Compagnie de L'Atelier de Mécanique Générale Contemporaine.

En mars 2008, les représentants de ces MDSI, de l'Iddac et du Centre Social de Cenon ont participé à une rencontre Aquitaine-Aragon à l'université de Saragosse.

Objectif : présenter les PDC au cours d'un cycle d'études et d'échange d'expérience se déroulant sur 2009-2010.

A leur tour les 1^{er} et 2 octobre 2009, 6 travailleurs sociaux espagnols sont venus retrouver leurs homologues girondins pour une journée de manifestation culturelle avec les MDSI de Blaye, Saint-André de Cubzac, Pauillac, leurs partenaires, leurs publics accompagnés.

Les PDC font de nouveaux adeptes.

Depuis septembre 2009, 5 nouvelles MDSI – Audenge, Gradignan, Bègles, Foirac, Langon – sont entrées dans le dispositif. A suivre avec grand intérêt... ■

> Agenda

► Conférence de l'Observatoire Girondin de la Pauvreté et de la Précarité (OGPP) : 2^{ème} rendez-vous annuel.

Aujourd'hui, ce sont plus de 161 000 Girondins qui vivent avec moins de 890€ par mois... Mieux comprendre pour mieux agir : l'OGPP est un outil de connaissance des publics fragiles, mis en place en février 2009 pour permettre l'adaptation des politiques départementales.

La deuxième conférence, le 20 novembre, a rassemblé près de 180 participants : élus et professionnels du Conseil Général, acteurs institutionnels et opérateurs, associations et ONG, laboratoires...

Au programme, présentation générale des travaux de l'OGPP puis synthèses des ateliers thématiques sur les travailleurs pauvres, le logement, les familles mono-parentales, la pauvreté en milieu rural, la précarité énergétique, la santé.

La conférence s'est appuyée sur un Conseil scientifique composé de démographes, statisticiens, économistes dont les travaux participent à améliorer la prévention de la précarité en Gironde. ■

► Conseil Départemental de la Citoyenneté (CDC) : 4 communes ont déjà signé.

Présidé par Bernard Bioulac (professeur d'université, directeur de l'Institut des neurosciences à Bordeaux, ancien président de Conseil Général, ancien député, ancien président de la Mission parlementaire sur la bioéthique), le CDC a validé les premiers projets présentés par des communes candidates : 4 contrats de citoyenneté ont été signés le 20 novembre 2009 avec les municipalités de Lormont, Cenon, Pessac et Mérignac.

Le CDC favorise les actions qui confortent le lien social, notamment dans les quartiers sensibles. Cette instance participative associe les acteurs locaux (en particulier les mairies) mais aussi les personnalités ayant des responsabilités civiles, professionnelles ou intellectuelles pour garantir la qualité citoyenne et réaliste des propositions. ■

► Installation le 10 décembre 2009 de l'Observatoire de la Protection de l'Enfance (ODPE)

Depuis la réforme de la loi du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance, chaque département se doit d'avoir son ODPE : c'est chose faite en Gironde depuis le 10 décembre 2009.

Recueil et expertise de données relatives à l'enfance en danger, formulation de propositions, réalisation d'études thématiques : ces missions préparent à la construction d'un dispositif homogène, complet et cohérent sur l'ensemble du territoire. ■

► Exposition "Expressions" à la MDSI du Grand Parc.

Sur les murs de la MDSI, du 10 septembre au 2 octobre 2009, ont été exposées les créations – collages, pastels, photos, peintures – réalisées dans les ateliers de Plume Palette : cette association utilise tous modes d'expression, dont les arts plastiques et l'écriture, comme ferments de lien social.

Et quand le projet social rejoint l'artistique, le résultat est d'autant plus satisfaisant ! ■



Gisèle Thomès

Directrice de la Maison Départementale des Personnes Handicapées



Nommée depuis le 2 novembre 2009 à la tête de la MDPH de la Gironde, Gisèle Thomès constate " un enthousiasme, un bouillonnement d'idées fertiles " au sein de l'équipe de 104 personnes qu'elle dirige désormais.

Un bon départ pour renforcer une organisation et des réponses de qualité face au handicap.

" **C**e poste est un peu une première pour moi, bien que mon intérêt pour le médico-social se soit exprimé tout au long de ma carrière " confie la cinquagénnaire dont les fonctions précédentes lui ont donné la direction de la DDASS de la Charente entre 2003 et 2009. A partir de son métier de base, inspectrice de l'Action sanitaire et sociale, la Bordelaise de naissance construit un parcours professionnel nourri de mobilité : au Ministère de la Santé et de la Cohésion sociale à Paris, à Toulouse au sein de la Sécurité sociale, puis à Tule en Corrèze où elle assure la gestion des suites de la première décentralisation et la mise en place du RMI à la fin des années 80. Son premier retour à Bordeaux entre 1989 et 2003 la voit évoluer d'inspectrice principale à responsable des ressources humaines, du budget et de la communication puis directrice adjointe de la DDASS.

Elle met ensuite son expérience girondine au service de la Charente : remise à niveau du secteur médico-social en termes d'équipement et d'enveloppes financières, réorganisation du dispositif d'urgence et de veille sociale, création d'une Fédération de l'urgence sociale, restructuration des services de permanence de soins dans un département à forte prédominance rurale...

Gisèle Thomès exerce sa mission d'une façon " transversale et très proche du terrain ".

La prise en charge des personnes en errance, la mise en place du 115 et des maraudes mais aussi les structures adaptées à l'enfance, l'autisme, le poly-handicap sont au centre de ses préoccupations.

Priorité au partenariat et à l'efficacité

En Charente en 2005, avec la promulgation de la loi du 11 février, et à partir de 2006 avec

l'émergence des Maisons départementales du handicap, Gisèle Thomès devient chef de projet pour l'Etat : elle voit immédiatement l'intérêt de créer un lien entre la MDPH et la DDASS, entre la première structure qui produit toutes les décisions en faveur des handicapés et la seconde qui planifie, organise et contrôle l'action sanitaire et qualitative.

Sa nomination récente répond à son souhait de renforcer en Gironde cette relation avec les services de l'Etat et du Conseil Général, ainsi qu'avec les associations.

Après avoir conforté le management interne de son équipe " à l'organisation déjà posée et en marche ", son premier chantier vise à renforcer la qualité et la traçabilité des solutions apportées au public handicapé (50 976 demandes traitées en 2008 !) : accueil, information, accompagnement et conseil, sensibilisation, aide à l'élaboration d'un projet de vie.

En accord avec elle-même...

Quelle est l'origine de sa sensibilité pour les questions sociales ?

" *Tout ce que l'action publique peut apporter comme réponses m'intéresse. Sans doute en écho à des valeurs personnelles, avec une capacité à développer du dialogue et à construire ensemble. Peut-être ai-je aussi une attention particulière pour les plus fragiles, les publics en difficulté, les personnes âgées, les handicapés. Est-ce un hasard si mes filles ont choisi l'une de devenir psycho-motricienne, l'autre de passer une licence de STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives) avec une spécialité en sports adaptés ?* "

Son apparence " classique-décontractée " selon sa propre définition, révèle une personnalité féminine, calme et fiable : Gisèle Thomès a besoin de " *pouvoir se regarder tous les matins sereinement, qu'il n'y ait pas de distorsion entre ce que je dis, ce que je fais, ce que je suis* ".

Et pour rester dans ce domaine de l'image – souvent révélateur – si elle devait choisir un créateur de mode, vers qui irait sa préférence ?

La réponse est plurielle : Yves Saint-Laurent la valeur sûre, pour l'éternel féminin et l'élégance, mais aussi Christian Lacroix dont le travail sur les matières, les couleurs, la fantaisie artistique l'attire aussi !

Choix qui témoigne de ses talents créatifs : Gisèle Thomès pratique la peinture à l'huile, s'inspire de la Renaissance et des artistes médiévaux, admire Van Gogh et Botticelli, réalise également des enluminures. Quand elle délaisse ses pinceaux, elle s'adonne à la broderie et confectionne des boutis provençaux. Et puis... elle avoue un appétit multiple pour le théâtre, la lecture, le cinéma, la musique, la danse classique qu'elle a pratiquée de nombreuses années !

Dans cette vie bien remplie, lui reste-t-il quelque chose à souhaiter ?

" *Oui, que la MDPH soit un partenaire qui réponde parfaitement à la loi de 2005 et aux attentes fortes des personnes handicapées.* " Sans contester, sa mission professionnelle reste le droit fil de sa ligne de conduite.. ■

Pour mieux la connaître

> **Etat-civil** : Née à Bordeaux le 9 mai 1955, mariée, mère de 2 filles de 25 et 24 ans.

> **Un défaut** : obstinée.

> **Une qualité** : opiniâtre !

> **Si elle avait exercé un autre métier** : sans doute une profession manuelle.

> **Ce qu'elle combat** : la malhonnêteté intellectuelle et l'absence de loyauté.